ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, le 8 décembre 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "déterminant, pour la Région bruxelloise, la composition du dossier de demande d'abattage d'arbres et du dossier de demande de suppression ou de réduction des espaces, jardins et jardinets affectés à la végétation", a donné le 8 février 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 8e december 1982 door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling, voor het Brusselse Gewest, van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om bomen te vellen, alsmede van het dossier van de aanvraag om afschaffing of verkleining van de voor beplanting bestemde ruimten, tuinen en tuintjes", heeft de 8e februari 1983 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Il n'est pas d'usage de viser au préambule de l'arrêté émanant d'un membre d'un Exécutif les dispositions qui organisent le fonctionnement de celui-ci. Les alinéas 4 et 5 doivent, dès lors, être omis.

Le projet modifie l'article 7 de l'arrêté ministériel du 6 février 1971 déterminant la composition du dossier de demande de permis de bâtir. Comme on le verra plus loin, il devrait aussi, dans un souci de cohérence, modifier l'article 15 de cet arrêté.

L'alinéa 7 devrait donc être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté ministériel du 6 février 1971 déterminant la composition du dossier de demande de permis de bâtir, notamment les articles 7 et 15;".

Il n'est pas d'usage de viser dans le préambule d'un arrêté ministériel un règlement pris par une autorité locale. Comme, par ailleurs, il peut être utile de faire mention de ce règlement pour expliquer les cas dans lesquels un permis est exigé, il est proposé de remplacer l'alinéa 8 par un considérant qui pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Considérant qu'en vertu du règlement sur la protection des espaces verts adopté par le Conseil d'agglomération le 26 février 1975, "nul ne peut, sans permis préalable du collège des bourgmestre et échevins du lieu où est situé l'arbre ou l'espace vert, selon le cas :

a) supprimer ou réduire des espaces, jardins, jardinets ou parcs affectés à la végétation;

b) abattre un arbre à haute tige";".

DISPOSITIF.

Article 1er.

De l'accord des délégués du ministre, cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 1er.-
Le présent chapitre s'applique aux demandes qui ont pour seul objet l'abattage d'un ou de plusieurs arbres".

Article 2.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-
Le dossier de demande d'abattage d'arbres est complet lorsqu'il contient, outre les documents et renseignements prescrits par le règlement communal :

1° une demande de permis, en double exemplaire, rédigée à l'aide d'un formulaire conforme, selon le cas, au modèle figurant à l'annexe I ou au modèle figurant à l'annexe II; ce formulaire est mis gratuitement à la disposition du demandeur par la commune ou par le fonctionnaire délégué de l'administration de l'urbanisme;

2° un plan, un schéma ou un extrait cadastral, en quatre exemplaires, indiquant la dénomination de la voie publique à front de laquelle le bien se trouve, renseignant le numéro de police ou le numéro cadastral du bien et établi à une échelle suffisante pour faire apparaître clairement :

a) la situation du bien par rapport à la voirie et aux bâtiments voisins,

.../...

b) l'implantation des arbres dans le bien notamment par rapport aux limites de celui-ci.

La commune et le fonctionnaire délégué ... (la suite comme au projet)".

Article 3.

Le début de l'article serait mieux rédigé comme suit : "Le présent chapitre s'applique aux demandes ...".

A la fin de l'article, les mots "et à l'exclusion de tous autres travaux soumis à permis" sont superflus et peuvent, dès lors, être omis.

Article 4.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 4.-

Le dossier de demande de suppression ou de réduction d'un espace, jardin ou jardinet affecté à la végétation, est complet lorsqu'il contient, outre les documents et renseignements prescrits par le règlement communal :

1° une demande de permis, en double exemplaire, rédigée à l'aide d'un formulaire conforme, selon le cas, au modèle figurant à l'annexe III ou au modèle figurant à l'annexe IV; ce formulaire est mis gratuitement à la disposition du demandeur par la commune ou par le fonctionnaire délégué de l'administration de l'urbanisme;

2° un plan, un schéma ou un extrait cadastral, en quatre exemplaires, indiquant la dénomination de la voie publique à front de laquelle le bien se trouve, renseignant le numéro de police ou le numéro cadastral du bien et établi à une échelle suffisante pour faire apparaître clairement :

a) la situation du bien par rapport à la voirie et aux bâtiments voisins;

b) l'implantation de l'espace, du jardin ou du jardinet affecté à la végétation et dont la suppression ou la réduction est demandée.

La commune et le fonctionnaire délégué ... (la suite comme au projet)".

Article 5.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 5.-

A l'article 7 de l'arrêté ministériel du 6 février 1971 déterminant la composition du dossier de demande de permis de bâtir, les mots "abattre des arbres isolés à haute tige plantés dans les espaces verts prévus par un plan d'aménagement approuvé par le Roi, ainsi que des arbres existant dans un bien ayant fait l'objet du permis de lotir prévu par le titre III de la loi;" cessent d'être applicables dans la Région bruxelloise".

+

L'article 15 de l'arrêté ministériel du 6 février 1971 devrait, lui aussi, être modifié pour la Région bruxelloise, afin d'être mis en concordance avec les dispositions en projet.

.../...

Le texte suivant est proposé, de l'accord des délégués du ministre :

"Article 6.-

Dans l'article 15 du même arrêté, la disposition figurant au deuxième tiret est remplacée par la disposition suivante :

"- les actes et travaux pour lesquels un règlement communal ou un règlement d'agglomération sur les bâtisses impose un permis, alors qu'il n'est pas imposé par la loi, et pour autant que ces actes et travaux ne figurent pas dans la liste reprise à l'article 2 de l'arrêté royal déterminant les travaux et actes exonérés ou de l'intervention de l'architecte ou du permis de bâtir ou de l'avis conforme du fonctionnaire délégué, à l'exclusion, dans la Région bruxelloise, de l'abattage d'arbres et de la suppression ou de la réduction des espaces, jardins et jardinets affectés à la végétation;".

Annexes.

Chacune des annexes devrait être suivie de la mention :

"Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du ... déterminant, pour la Région bruxelloise, la composition du dossier de demande d'abattage d'arbres et du dossier de demande de suppression ou de réduction des espaces, jardins et jardinets affectés à la végétation.

Le Secrétaire d'Etat à la
Région bruxelloise".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Het is niet gebruikelijk in de aanhef van het besluit dat van een lid van een Executieve uitgaat, te verwijzen naar de bepalingen die de werking van die Executieve regelen. Het vierde en het vijfde lid moeten bijgevolg vervallen.

Het ontwerp wijzigt artikel 7 van het ministerieel besluit van 6 februari 1971 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om bouwvergunning. Zoals verderop gezegd wordt, zou het ter wille van de algemene samenhang ook artikel 15 van dat besluit moeten wijzigen.

Het zevende lid zou dus als volgt gesteld moeten worden :

"Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 1971 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om bouwvergunning, inzonderheid op de artikelen 7 en 15;".

Het is niet gebruikelijk in de aanhef van een ministerieel besluit te verwijzen naar een reglement dat door een plaatselijke overheid is uitgevaardigd. Daar het anderzijds nuttig kan zijn dat reglement te vermelden om aan te geven in welke gevallen een vergunning vereist is, wordt voorgesteld het achtste lid te vervangen door een considerans die als volgt geredigeerd zou kunnen worden :

"Overwegende dat krachtens het reglement op de bescherming van de groene zones, vastgesteld door de Agglomeratieraad op 26 februari 1975, "niemand zonder voorafgaande

vergunning van het college van burgemeester en schepenen van de plaats waar de boom staat of de groene zone gelegen is, naar gelang van het geval :

a) groene zones, tuinen, hofjes en parken die voor het groene bestemd zijn mag doen verdwijnen of verkleinen;

b) een hoogstamboom mag omhakken;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Deze bepaling zou beter als volgt geredigeerd worden; de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens :

"Artikel 1.-
Dit hoofdstuk is van toepassing op de aanvragen die alleen het vellen van een of meer bomen tot doel hebben".

Artikel 2.

Het artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 2.-
Het dossier van de aanvraag om bomen te vellen is volledig wanneer het, benevens de door de gemeenteverordening voorgeschreven bescheiden en gegevens, het volgende bevat :

1° een vergunningsaanvraag in tweevoud, gedaan door middel van een formulier dat, naar gelang van het geval, conform het model van bijlage I of conform het model van bijlage II is; het formulier wordt door de gemeente of door de ge-

.../...

machtigde ambtenaar van het bestuur van de stedebouw kosteloos ter beschikking gesteld van de aanvrager;

2° een plan, een schema of een kadastraal uittreksel in viervoud, met opgave van de naam van de openbare weg waaraan het goed gelegen is en met vermelding van het huisnummer of het kadastraal nummer van het goed, op een schaal waaruit voldoende duidelijk blijken :

a) de ligging van het goed ten opzichte van de weg en de belendende gebouwen;

b) de plaats waar de bomen in het goed staan, inzonderheid ten opzichte van de grenzen ervan.

Door de gemeente en de gemachtigde ambtenaar ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 3.

Het begin van het artikel zou beter als volgt gesteld worden :

"Dit hoofdstuk is van toepassing op de aanvragen ...".

Aan het slot van het artikel zijn de woorden "en met uitsluiting van al de andere aan een vergunning verboden werken" overbodig en kunnen derhalve vervallen.

Artikel 4.

Het artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

.../...

"Artikel 4.-

Het dossier van de aanvraag om afschaffing of verkleining van een voor beplanting bestemde ruimte, tuin of tuintje is volledig wanneer het, benevens de door de gemeenteverordening voorgeschreven bescheiden en gegevens, het volgende bevat :

1° een vergunningsaanvraag in tweevoud, gedaan door middel van een formulier dat, naar gelang van het geval, conform het model van bijlage III of conform het model van bijlage IV is; het formulier wordt door de gemeente of door de gemachtigde ambtenaar van het bestuur van de stedebouw kosteloos ter beschikking gesteld van de aanvrager;

2° een plan, een schema of een kadastraal uittreksel in viervoud, met opgave van de naam van de openbare weg waaraan het goed gelegen is en met vermelding van het huisnummer of het kadastraal nummer van het goed, op een schaal waaruit voldoende duidelijk blijken :

a) de ligging van het goed ten opzichte van de weg en de belendende gebouwen;

b) de plaatsbepaling van de voor beplanting bestemde ruimte, tuin of tuintje, waarvan de afschaffing of de verkleining wordt gevraagd;

Door de gemeente en de gemachtigde ambtenaar ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 5.

Deze bepaling zou beter als volgt gesteld worden :

.../...

"Artikel 5.-

In artikel 7 van het ministerieel besluit van 6 februari 1971 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om bouwvergunning zijn de woorden "alleenstaande hoogstammige bomen vellen binnen de groene ruimte van een bij koninklijk besluit goedgekeurd plan van aanleg, evenals bomen vellen in een goed waarvoor de in titel III van de wet voorgeschreven verkavelingsvergunning is afgegeven" niet meer toepasselijk in het Brussele Gewest".

+

Ter wille van de overeenstemming met de ontwerp-bepalingen zou ook artikel 15 van het ministerieel besluit van 6 februari 1971 gewijzigd moeten worden wat het Brusselse Gewest betreft.

De volgende tekst wordt voorgesteld; de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens :

"Artikel 6.-

In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt de bepaling naast het tweede streepje vervangen door de volgende bepaling :

"- de handelingen en werken waarvoor een gemeentelijke verordening of een agglomeratieverordening op het bouwen een vergunning voorschrijft, terwijl de wet zulke vergunning niet eist, voor zover het geen handelingen of werken zijn als bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit tot bepaling van de werken en handelingen die vrijgesteld zijn ofwel van de bemoeiing van de architect, ofwel van de bouwvergunning, ofwel van het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar, met uitsluiting, wat het Brusselse Gewest betreft, van het

.../...

vellen van bomen en de afschaffing of verkleining van voor beplanting bestemde ruimten, tuinen en tuintjes".

Bijlagen.

Op iedere bijlage zou de volgende vermelding moeten worden aangebracht :

"Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van ... tot vaststelling, voor het Brusselse Gewest, van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om bomen te vellen, alsmede van het dossier van de aanvraag om afschaffing of verkleining van de voor beplanting bestemde ruimten, tuinen en tuintjes".

De Staatssecretaris voor het
Brusselse Gewest".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,

P. KNAEPEN, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. KNAEPEN.

Le rapport a été présenté par M. J. SALMON, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. KNAEPEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SALMON, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.